

# À GENÈVE, UNE INNOVATION RÉELLE, MAIS BRIDÉE

En Suisse, l'économie genevoise figure parmi les leaders dans les services financiers, l'industrie chimie-pharma et le secteur horloger. Par contre, l'écosystème start-up est à la traîne en comparaison intercantonale. Pour en comprendre les raisons, la FLAG est allée à la rencontre de plusieurs experts du milieu. Témoignages.



**Matteo Ianni**  
Analyste et Rédacteur  
FLAG

Dans un monde toujours plus complexe et concurrentiel, l'innovation constitue le moteur de la croissance économique d'une région et de ses entreprises. Une réalité encore plus vraie en Suisse, pays qui arrive à compenser la cherté de sa main-d'œuvre et de son franc fort par son inventivité. La Suisse est d'ailleurs en tête du classement des pays les plus innovants selon l'OMPI en 2022, et ce, pour la douzième année consécutive.

Pour ce qui est des start-up, le succès est plus mitigé. À ce jour, la Suisse est le berceau de six licornes, selon les dernières données du cabinet d'études américain CB Insights. Les licornes sont des start-

up valorisées à plus d'un milliard de dollars mais non cotées en Bourse. Leur valorisation (il s'agit de la valeur estimée de la start-up lors de la levée de fonds, à ne pas confondre avec le chiffre d'affaires ou le bénéfice) est régulièrement utilisée comme indice de réussite pour les jeunes pousses d'un pays. En comparaison mondiale, il ressort que notre pays progresse moins rapidement que des pays comme Israël ou la Suède, qui en comptent respectivement 23 et 8.

Pour Jordi Montserrat, « il faudrait encore améliorer l'essor économique des start-up suisses. Financièrement, le capital de croissance, au-delà de 20 à 30 millions de francs, reste difficile à capter », concède le directeur de Venturelab depuis 2004. Cette organisation chapeaute et gère différentes plateformes de soutien destinées aux entrepreneurs high-tech de Suisse.

« Il existe un différentiel énorme en termes d'impact pour le capital-risqueur », avance de son côté Olivier Brouhant, fondateur et CEO de l'entreprise Mantu, ainsi que du fonds d'investissement Aonia Ventures. Le groupe, dont le siège est à Genève, est implanté dans 60 pays et compte plus de 10'000 employés. « Dans le cas d'une entreprise en Suisse, une partie des fonds alloués est mise, non pas dans l'innovation

ou dans le développement d'un produit, mais dans des postes/des coûts qui seraient subventionnés par les pouvoirs publics dans un autre pays. En d'autres termes, il est plus intéressant pour un investisseur de capitaliser sur une start-up située à l'étranger plutôt qu'en Suisse, car pour le même montant injecté, plus de valeur sera créée », explique-t-il.

## UN GOUFFRE ENTRE GENÈVE ET ZURICH

Et Genève? Où se place le Canton sur l'échiquier suisse de l'innovation? Une première indication consiste à comparer la capacité des start-up à attirer des investissements selon leur canton d'origine.

*« À Genève, les conditions-cadres sont difficiles, les coûts de la vie et du recrutement sont élevés, et le poids administratif est très lourd »*

En 2022, les jeunes pousses genevoises ont levé au total 463,1 millions de francs, selon les derniers chiffres publiés par le portail Startupticker et la Swiss Private Equity & Corporate Finance Association (SECA). C'est moins que celles basées dans le canton de Vaud (548,6 millions) et de Zurich (2133 millions). De surcroît, Genève a vu son chiffre gonflé par SonarSource et ses 394,6 millions levés en avril 2022. Sans ce montant, le score de Genève tombait à 68,5 millions, soit un total inférieur à celui des cantons de Zoug, Bâle-Ville et Saint-Gall.

Par ailleurs, l'écart entre Genève et les autres cantons était encore plus marqué les années précédentes. En 2021, par exemple, les start-up genevoises avaient levé 96,1 millions de francs en 2021, soit 13 fois moins que celles installées à Zurich (1,285 milliard) et six fois moins que celles basées dans le canton de Vaud (604,6 millions). À l'échelon national, le canton se classait 7<sup>e</sup> cette année-là, devancé aussi par Bâle-Ville, Zoug, le Tessin et Lucerne.

Un autre classement révèle le manque de dynamisme du canton du bout du lac. La première jeune pousse du canton de Genève s'est classée 41<sup>e</sup> lors du Top 100 Swiss Start-up Award 2021. Ce concours, qui désigne les jeunes pousses suisses les plus innovantes et prometteuses, a mis en lumière l'écart entre Genève et son voisin vaudois qui comptait 24 représentants, contre 8 pour Genève.

## UN MANQUE D'AIDES FINANCIÈRES

« Genève doit avant tout augmenter sa masse critique de start-up. Cela passe par le fait d'encourager l'entrepreneuriat. Sur ce point, Genève est en retard par rapport à des cantons comme Vaud ou Zurich », souligne Jordi Montserrat de Venturelab.

Pour Olivier Brouhant, qui porte aussi la casquette de *business angel*, « il manque ici une école qui soit leader au sein de son tissu académique et un fer de lance de l'entrepreneuriat comme le sont l'EPFL, l'EPFZ, l'IMD ou l'Université de Saint-Gall ».

Un problème structurel partagé par Adam Said, CEO et cofondateur d'ACE & Company, une société de placement qui gère 1,6 milliard de francs injectés dans des sociétés non cotées, dont une grande partie de start-up liées à la technologie. « Un investisseur doit faire un arbitrage pour départager deux produits. Il vise avant tout le long terme et ne veut pas s'engager à perte. Or, à Genève, les conditions-cadres sont difficiles, les coûts de la vie et du recrutement sont élevés, et le poids administratif est très lourd. Ce sont des facteurs qui, d'un côté, découragent les capital-risqueurs à s'engager et, de l'autre, provoquent le départ de certaines entreprises sur le long terme », remarque-t-il.

Dans un article paru dans le journal *Le Temps* en 2017, l'agence de notation Early Metrics indiquait qu'en Suisse, la délocalisation de start-up tutoyait les 70%. Antonio Gambardella, directeur de la FONGIT et principal observateur des start-up sur le sol genevois, note lui aussi le phénomène. « Plusieurs jeunes pousses lancent leur activité à Genève, mais développent ensuite leur croissance et les emplois en France, car là-bas elles peuvent bénéficier de crédits d'impôt recherche, par exemple. Ce sont des aides financières non négligeables, qui réduisent drastiquement les charges pour une jeune structure », souligne-t-il.

De manière générale, Antonio Gambardella estime que Genève n'avance pas suffisamment vite. « Il y a un manque de financement durant la phase d'amorçage.

*« Le problème avec l'imposition de l'outil de travail, c'est qu'on peut avoir une fortune estimée à plusieurs millions de francs sans avoir cet argent dans la poche »*

Pour assurer un tissu économique pérenne et durable, il vaut mieux soutenir les jeunes entreprises. La compétitivité des sociétés locales, leur attractivité pour les investisseurs privés et, in fine, la création d'entreprises durables et d'emplois en seront renforcées », affirme le directeur de la FONGIT, dont la structure soutient actuellement plus de 130 start-up.

## UNE FISCALITÉ QUI N'ENCOURAGE PAS L'INNOVATION

Un autre frein à l'innovation décelé par les professionnels du milieu concerne la fiscalité. De façon générale, le fisc frappe une jeune pousse par l'impôt sur le bénéfice de la société, l'impôt sur le capital de la société et, au niveau de ses actionnaires et dirigeants, au titre de l'impôt sur le revenu et la fortune.

À la source du problème: la taxation de l'« outil de travail ». Une imposition de l'entreprise calculée sur sa valeur vénale, soit son prix de vente théorique sur le marché, qui s'intègre dans le calcul de l'impôt sur la fortune de l'entrepreneur. Or, l'impôt sur la fortune des personnes physiques est un facteur important si l'entrepreneur détient le capital (c'est-

à-dire les actions) d'une société qui est réévaluée, par exemple en raison de l'arrivée d'un investisseur extérieur ou de bénéfices importants.

« La difficulté avec l'imposition de l'outil de travail, c'est qu'à la suite d'une levée de fonds importante, on peut avoir une fortune estimée à plusieurs millions de francs sans avoir cet argent dans la poche », relève Antonio Gambardella. À ce sujet, la Fondation pour l'attractivité de Genève (FLAG) a publié en décembre dernier un rapport (Le Blog | Genève Attractive (geneve-attractive.ch) repris par *L'Agefi*).

En Suisse, le taux d'imposition maximal sur la fortune le plus élevé est à Genève (0,99%), devant Bâle-Ville (0,79%), Vaud (0,79%), Neuchâtel (0,68%), Zurich (0,64%), le Valais (0,63%) et Fribourg (0,59%), d'après une étude du cabinet KPMG.

« L'impôt sur la fortune peut conduire le dirigeant d'une entreprise à forte croissance à quitter le canton. L'effet par ricochet est le départ de l'ensemble du comité de direction ainsi que des cadres de la société. Pour Genève, le risque de perdre des activités à haute valeur ajoutée devient grand », appuie de son côté Olivier Brouhant.

Ce type de rémunération est fréquent dans la Silicon Valley. Les employés refusent même souvent de rejoindre une entreprise

*« L'impôt sur la fortune peut conduire le dirigeant d'une entreprise à forte croissance à quitter le canton »*

qui n'en distribue pas. « Ces plans de stock-options sont décisifs, autant pour les employés qui sont fortement impliqués, que pour les investisseurs qui veulent financer la start-up », souligne Adam Said. Et de développer: « L'imposition des stock-options joue un rôle particulièrement important pour l'attractivité des entreprises, notamment dans le but d'attirer des talents ici, à Genève. Or, celle-ci repose sur la même méthode de valorisation que l'impôt sur la fortune, à savoir sur la valeur vénale de l'entreprise, ce qui n'est pas attractif », explique-t-il.

D'après lui, cette situation peut être particulièrement pénalisante pour les start-up dans la mesure où les autorités fiscales ont tendance à déterminer la valeur vénale de la société sur la base du prix payé lors du dernier tour de financement. En outre, pour Adam Said, la mise en



SonarSource est la première licorne genevoise, d'après le cabinet d'études américain CB Insights.

place d'un programme de stock-options est aussi très compliquée, notamment à cause de « d'une lourdeur administrative ». « Toutes ces difficultés perçues autour des stock-options pénalisent l'innovation, car pour innover, il faut ouvrir les champs du possible et faire venir des talents. »

## UN TERREAU FERTILE

Néanmoins, le tableau n'est pas totalement noir. Dans l'ensemble, les spécialistes interrogés s'accordent à dire que le canton compte de nombreuses sociétés très innovantes et le terreau est propice à l'éclosion de nombreux projets novateurs. Pour preuve, le succès de SonarSource l'an dernier, devenant la sixième licorne de Suisse, et la première du canton, selon le cabinet d'analyse américain CB Insights. En outre, le soutien aux start-up s'est renforcé avec la création d'un fonds d'innovation par la FONGIT, en collaboration avec l'État de Genève.

Sur le plan géographique, le canton, situé au centre des marchés européens, bénéficie d'une position idéale. « Genève partage avec la Suisse la très grande majorité des points forts et son côté international constitue un avantage certain pour le brassage d'idées », résume Olivier Brouhant. « Être basé à Genève, et en Suisse, est un gage de qualité pour des clients, et c'est aussi un facteur de différenciation par rapport à la multitude de sociétés américaines et asiatiques », ajoute Antonio Gambardella.

## L'INNOVATION À GENÈVE:

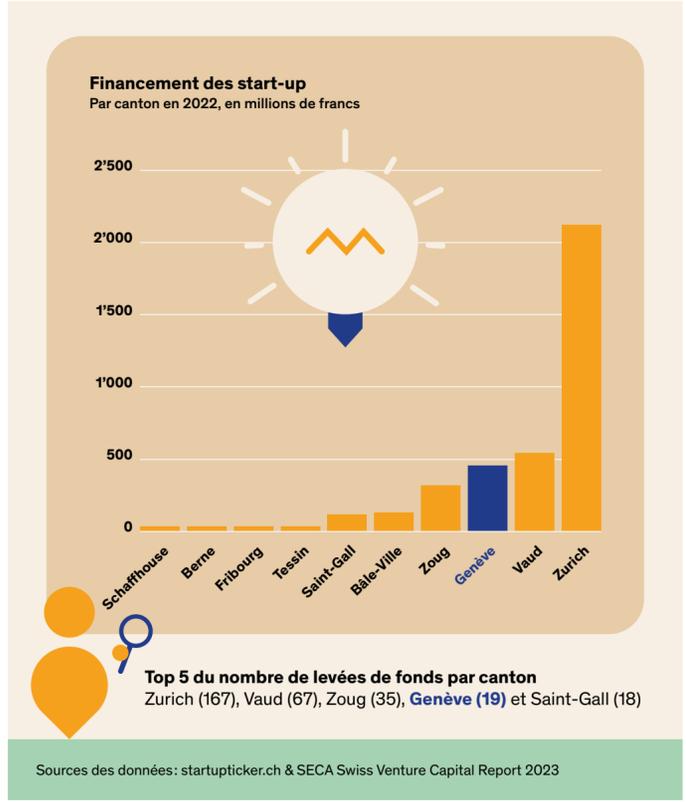
# Contexte compliqué, mais opportunités à saisir

L'innovation étant un processus permanent, les spécialistes interrogés sont d'avis que Genève devra veiller à ce qu'un certain nombre d'améliorations aient rapidement lieu, afin de créer une véritable culture de l'innovation, d'encourager les activités de recherche et développement et de favoriser les investissements dans les sociétés innovantes.

L'enjeu sera de taille et évoluera dans un contexte compliqué. En effet, après l'exclusion de la Suisse du programme Horizon de l'Union européenne, plusieurs chercheurs quittent le pays, donc Genève. L'abandon des synergies avec les partenaires européens péjore la compétitivité et l'attractivité des universités du pays. Hasard du calendrier, Genève est justement en quête d'un nouveau recteur pour son université, ainsi que d'un futur chef des Hautes Écoles spécialisées (HES-SO).

La question de l'entrepreneuriat sera du reste au centre de l'agenda

politique à Genève. En mars, d'abord, les Genevois devront se prononcer sur une hausse de l'imposition des dividendes pour les actionnaires possédant plus de 10% d'une société. Les fondateurs et autres propriétaires de PME sont notamment concernés. En juin, ensuite, le peuple genevois devra voter sur une initiative qui veut relever le taux maximal de l'impôt sur la fortune. Les startups et startupeuses et autres entrepreneurs et entrepreneurs du canton sont directement visés, via l'imposition de l'outil de travail. Ce calendrier représente le risque pour Genève de péjorer davantage des conditions-cadres d'ores et déjà qualifiées de « difficiles ».



NOS INTERVENANTS



**OLIVIER BROURHANT**  
CEO et fondateur de Mantu.



**ANTONIO GAMBARDELLA**  
Directeur de la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (FONGIT).



**JORDI MONTSERRAT**  
Directeur de Venturelab, organisation de soutien aux start-up suisses.



**ADAM SAID**  
CEO et cofondateur d'ACE & Company.